DIAL 2889

EL SALVADOR - Des escadrons de la mort au Traité de libre-échange

jeudi 1er juin 2006, mis en ligne par Dial

Quatorze ans après les Accords de paix qui mirent fin à la guerre civile, le plus petit pays d'Amérique centrale est toujours dans l'orbite géostratégique des Etats-Unis. Il connaît un contexte d'inégalité, d'impunité et de violence. Le tiers des Salvadoriens vit aux Etats-Unis et soutient par ses envois d'argent les familles restées sur place. Des bandes de jeunes, appelées maras, sont une des sources permanentes de violence. L'impunité concernant la période de guérilla continue. Après publication dans Brecha *(Montevideo), cet article a été diffusé en espagnol par le* Forum mondial des alternatives *(réseau international de centres de recherches et d'intellectuels militants du Sud et du Nord)*

L'Agence des Etats-Unis pour le développement (USAID), qui finance depuis 1961 des projets qui rejoignent la politique extérieure états-unienne sous l'euphémisme d'« aide humanitaire », fait passer cette note dans sa page web : « L'emplacement stratégique unique d'El Salvador et les liens historiques et culturels très forts avec les Etats-Unis font de la stabilité politique et économique de ce pays un intérêt vital pour les Etats-Unis. La libération politique et économique qu'El Salvador a adopté avec succès a fait de ce pays un modèle pour la période postérieure aux conflits, pour pays en voie de développement. »

C'est sur la même ligne que se positionnent les analystes qui célèbrent les « bénéfices » de l'introduction du dollar états-unien comme monnaie officielle en El Salvador ainsi que les avantages sans nombre que doit apporter l'ouverture des marchés à partir du Traité de libre-échange de l'Amérique centrale, auquel adhère également la République Dominicaine (CAFTA-DR). C'est El Salvador qui a été le premier pays de la région à mettre en vigueur le CAFTA, le 1er mars dernier, et maintenant Washington cherche à clore les négociations avec le reste des gouvernements impliqués dans ce petit ALCA [selon le sigle espagnol, ou ZLEA, Zone de libre-échange des Amériques, selon le sigle français].
Toutefois, dans le dernier rapport mondial du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui évalue le développement humain de 177 pays, El Salvador se trouve à la 104e place, un point derrière celle qu'il occupait dans le rapport de 2004. La distribution de la richesse est l'une des plus mauvaises du continent : en 1999, 20% des plus riches recevait 45% des revenus, alors qu'un an plus tard ils en accaparent 57%. A l'autre extrême, 20% des plus pauvres se partageaient 5,6% de la richesse en 1999, et un an plus tard ils n'avaient que 2,9% de la richesse.

On ne trouvera pas non plus de données encourageantes si on examine les indices de mortalité infantile, qui grimpent à 32 enfants pour 1000 naissances ; ou encore le taux d'analphabétisme qui touche 20,3% de la population, sur un total de 6,2 millions d'habitants.

Emigration massive

Plus de 2,5 millions de Salvadoriens ont émigré, principalement aux Etats-Unis où ils sont environ 2 millions. Du point de vue économique, l'expulsion des pauvres est devenue l'une des plus importantes sources de revenus pour l'Etat d'El Salvador, au point qu'en 2004 le pays a reçu 2 547 millions de dollars sous forme de devises transférées, ce qui représente plus de 16% du PIB national. Si on supprimait ces envois d'argent, c'est approximativement 360 000 foyers qui seraient dans une situation d'extrême

pauvreté. Le thème de l'émigration est une arme que l'extrême droite utilise souvent pour influencer le vote des citoyens. Aux dernières élections du 12 mars qui élisaient les maires et les députés, le parti de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) a présenté l'extension du Statut de protection temporaire (TPS) comme une réussite de sa gestion. Le TPS est un accord signé entre les présidents Elías Antonio Saca et George W Bush, qui ne régularise la situation que de 250 000 émigrés aux Etats-Unis et dont la reconduction n'est valable que jusqu'en septembre de cette année. En outre, l'ARENA a étayé cette présentation avec une campagne de terreur où elle annonçait la fin des envois d'argent au cas où gagnerait son principal opposant, le Parti Farabundo Martí de libération nationale (FMLN).

Les terroristes du futur

L'émigration a eu une incidence particulière sur la formation des bandes urbaines connues au Salvador, et en de nombreux pays d'Amérique, sous le nom de maras [1].

Ces bandes sont nées dans les années 70 aux Etats-Unis dans un dur contexte de marginalité et de xénophobie qui touchait principalement les enfants d'immigrants du Mexique et d'Amérique centrale. Aussi plusieurs études expliquent-elles la nature du phénomène comme une forme de survie de ces groupes face aux conditions difficiles que la société américaine leur imposait. Les 2 bandes les plus importantes apparurent dans les rues 18 et 13 de Los Angeles, ce qui explique les noms qui les identifient : Mara18 et MS-13 ou Mara Salvatrucha (MS). La première s'est fondée avec des membres d'origine mexicaine, tandis que la MS correspondait à des jeunes d'El Salvador. Toutefois, des équipiers de diverses origines, principalement du Honduras, du Guatemala et, dans une moindre mesure, du Nicaragua sont entrés dans leurs rangs par la suite.

Le phénomène est arrivé en Amérique centrale à la fin de la guerre froide, quand les Etats-Unis ont effectué les premières déportations massives d'immigrants illégaux vers les pays qui avaient échoué dans leurs expériences révolutionnaires après la chute du bloc socialiste.

El Salvador l'a vécu à partir des accords de paix de 1992, qui mirent fin à plus de 12 années de guerre civile. A partir de ce moment-là, les gouvernements successifs de l'ARENA reconnaissent les maras comme la cause principale de la violence, justifiant avec cet argument le coût croissant de la sécurité et les lois répressives de plus en plus dures qui n'arrivent pas à faire baisser le taux de criminalité de façon significative.

C'est un fait certain que le pays enregistre l'un des indices les plus élevés de la violence avec une moyenne de 9 à 10 homicides quotidiens, mais les causes sont à chercher bien au-delà de ces bandes. Les Nations unies et plusieurs ONG ont des opinions qui convergent sur les facteurs principaux qui doivent être combattus : la détérioration de la situation socioéconomique et la possession sans contrôle d'armes entre les mains de particuliers et d'entreprises privées de sécurité .

Le discours officiel qui vise essentiellement les maras est fonction d'un négoce qui brasse des milliers de millions de dollars par an, dans lequel sont impliqués des chefs de police, des fonctionnaires d'Etat et des militaires en retraite. Selon les chiffres de la Police nationale civile elle-même (PNC), en 2003 il y avait plus de 170 entreprises privées de sécurité qui employaient 23 000 agents, c'est-à-dire, 3 000 personnes de plus que la PNC. Il existe aujourd'hui entre 200 et 300 entreprises qui disposent d'un armement et d'une technologie supérieures à l'infrastructure de la sécurité publique.

L'économiste du PNUD William Pleitez a affirmé récemment qu'El Salvador « est l'un des pays latino-américains qui investit le plus dans la sécurité et l'un de ceux qui ont le moins de sécurité ». Les données qu'utilise l'organisme indiquent que l'Etat d'El Salvador dépense plus de 11% de son PIB pour ce poste, un chiffre disproportionné qui est le double du budget destiné à l'éducation et à la santé, qui pour l'ensemble n'arrive qu'à 4,8%.

De son côté, Santo Alberto Hernández, directeur de Fe y Alegría a expliqué pour la revue Brecha que le problème des maras pourrait trouver une solution avec la moitié de l'argent que l'Etat investit et avec un bon plan de prévention par la formation et le travail pour insérer des jeunes marginalisés, surtout ceux

qui ont des antécédents de violence familiale, qui sont le bouillon de culture des bandes. « En réalité le gouvernement n'a aucune envie de contrôler tout cela », car si le problème est résolu « c'est la fin du négoce des entreprises de sécurité » a-t-il ajouté. Fe y Alegría travaille avec quelque 700 mineurs au cœur de la cité Zacamil de San Salvador, où opère une clique de la Mara Salvatrucha appelée Locos Liro. A quelques centaines de mètres de leurs installations commence le territoire d'une cellule de la M18.

Le phénomène des bandes est devenu le prétexte idéal pour les plans de la nouvelle colonisation de la Maison Blanche dans la région, toujours dans le cadre de sa croisade globale contre « l'axe du mal ». En ce sens, le président d'El Salvador est dans le rôle de celui qui lui donne sa légitimité devant ses pairs de l'Amérique centrale.

En février 2005, le quotidien Boston Herald s'est chargé de faire courir le bruit qu'il existait des liens entre la Mara Salvatrucha et le réseau terroriste d'Al Quaida. Immédiatement, Antonio Saca a affirmé à la presse que ces informations étaient « assez graves » et qu'il était conscient du problème, reconnaissant toutefois qu'il n'avait aucune preuve sur le sujet.

Un an après ces déclarations et après l'échec de son plan Super Mano Duro, Saca n'hésite plus à dire que les bandes « seront les terroristes de demain ». C'est ainsi qu'il les définit dans la 2ème convention Anti-bandes, qui a eu lieu à San Salvador du 4 au 6 avril, avec la participation des autorités du FBI, la DEA [Agence anti-narcotique des Etats-Unis] et les forces de sécurité du Mexique et de l'Amérique centrale. Le chef de la police d'El Salvador, Rodrigo Avila, n'a pas économisé ses mots pour s'ajuster au discours de « l'ennemi terroriste » en affirmant que « si ce phénomène était une guerre, si on y appliquait les concepts de la guerre, ici même les bandes seraient éliminées en 2 mois ».

Impunité

Malgré les accords de paix signés en 1992 entre le gouvernement d'El Salvador et la guérilla du FMLN, les blessures de la guerre civile des années 80 ne sont pas encore refermées. L'analyste Dagoberto Gutiérrez estime qu'il « n'est pas possible d'envisager la réconciliation sans lutter efficacement contre l'impunité, comme une sorte de présupposé, mais qui lui est aussi consubstantiel. Tout en luttant contre l'impunité, la société se retrouve, c'est-à-dire, se réconcilie. C'est pourquoi lutter contre l'impunité c'est lutter en faveur de la démocratie. »

La réconciliation devient difficile dans les conditions actuelles d'un Etat et d'un pouvoir judiciaire qui refusent d'enquêter sur un passé récent qui a laissé 75 000 morts et plus de 7 000 disparus. Il y a tout juste quelques semaines, des milliers de Salvadoriens ont commémoré le nouvel anniversaire de la mort de l'un des symboles de la résistance contre l'oppression et la pauvreté : l'archevêque de San Salvador Oscar Arnulfo Romero, qui fut assassiné le 24 mars 1980 par les groupes paramilitaires d'extrême droite connus sous le nom d'« escadrons de la mort ».

Ces groupes qui opéraient conjointement avec les forces armées, furent financés, armés et conseillés par le Pentagone et la CIA dans le cadre des projets de lutte de l'administration Reagan contre l'insurrection. En 1993 la Commission pour la Vérité d'El Salvador a rendu responsable de la mort de Romero le fondateur des Escadrons de la mort, Roberto D'Aubuisson, qui par hasard se trouve être aussi le fondateur de l'ARENA, le parti qui gouverne le pays depuis 17 ans. Pourtant, au jour d'aujourd'hui il n'y a aucune condamnation pour l'assassinat de l'archevêque.

L'indifférence de la justice a amené la famille des sœurs Erlinda et Ernestine Serrano Cruz (un symbole emblématique de la violation des droits de l'homme), disparues en juin 1982, après l'extermination massive du Bataillon Atlacatl à Chalatenango, à faire appel à la Commission interaméricaine des droits de l'homme de la OEA, qui a transféré l'affaire à la Cour interaméricaine. Le 1er mars 2005 la commission a prononcé un jugement contre l'Etat d' El Salvador, l'obligeant à s'acquitter d'une série de mesures qui comprenaient la réparation des dommages.

Pourtant, le gouvernement de Saca n'a respecté aucune de ses obligations, entre autres celle d'une reconnaissance publique des torts de l'Etat, que le président devait prononcer le 22 mars dernier. Non

seulement Saca n’a pas assisté à la cérémonie mais il n’a pas demandé pardon comme le jugement l’avait établi. Pour le représenter il a envoyé le chancelier Francisco Laínez, avec un discours élaboré à l’avance dans lequel il regrettait « profondément ces faits du conflit armé ». Malgré tout, l’affaire est une lueur d’espérance au sujet de plus de 700 plaintes déposées pour enfants disparus qui sont toujours sans réponse.

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 2889.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : Forum mundial de alternativas.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial) et l’adresse internet de l’article.

Notes

[1] cf. Dial D 2690 - D 2691 - D 2831